



Etat d'urgence et déchéance

des services publics en Creuse



La CGT Creuse s'interroge sur le devenir du département, elle constate un démantèlement organisé des services publics, quelques exemples :

- CH d'Aubusson, suppression de 28 postes et du service de chirurgie... !!!
- La poste, suppression et réduction des horaires d'ouverture, un facteur pouvant faire passer le permis de conduire et vous installer un service médicalisé chez vous!!!
- Le Trésor public, fermeture des trésoreries d'AHUN, CHENERAILLES et CHATELUS MALVALEIX, réduction des horaires d'ouverture dans les autres....!!!
- ERDF, seulement 2 agences en Creuse, Guéret et Aubusson (pour combien de temps...). conséquences : allongement des délais d'interventions et difficultés de répondre aux besoins des usagers...!!!
- Les collectivités territoriales, mise en place des schémas de coopération intercommunale avec pour conséquences le transfert des compétences petite enfance, tourisme...à des associations dans un premier temps, la mutualisation des moyens donc suppression de postes, la délégation de service public pour tout service...!!!
- La SNCF : suppression des guichets d'Aubusson et ST Sébastien, suppression des trains par manque de conducteur ...!!!



Lundi 21 MARS 2016 à 18h00

La seule mission de nos élus consiste-t-elle à transformer cette belle région où il fait si bon vivre en une réserve destinée seulement à quelques familles fortunées désireuses de tranquillité. Devons-nous rester sans bouger, rien faire ni dire ? Il n'y a aucune fatalité, mais une chose est certaine si nous cautionnons la casse des emplois et la fermeture des services publics alors nous devons accepter la disparition des commerces, de l'artisanat, des professions libérales, des entreprises du privés et, au final, nos élus n'auront plus à se positionner.... Ils n'auront plus lieu d'être !!



DE L'ARGENT IL Y EN A POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITE ET POUR DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR PRIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE CREUSOIS NOUS ALLONS VOUS LE PROUVER.

Un exemple: Sur la Creuse en 2014 l'état a versé au titre du CICE 6 Millions d'euros pour les entreprises privés qui servent principalement à verser des dividendes aux actionnaires et non à créer de l'emploi ou de l'investissement comme prévu.

La CGT Creuse, organisation responsable,



**invite les usagers à participer au débat sur
l'avenir du service public en zone rurale :**

Lundi 21 MARS 2016 à 18h00

Salle de la mairie à Guéret.